Mercredi 2 Mai 2018

8 Société et Culture

Célébration de la Fête du travail hier/Réponse de l'ex-Premier ministre

Emmanuel Issoze Ngondet : "Face aux nombreux licenciements économiques, le gouvernement s'est engagé à veiller, entre autres, à la préservation des emplois existants à travers le PRE"

F.S.L.

Libreville/Gabon

A la suite des centrales syndicales des travailleurs, le chef du gouvernement a énoncé les mesures actuellement en cours pour la protection des droits des employés au sein des entreprises.

CONSCIENT des difficultés qu'endurent actuellement les travailleurs gabonais et au fait de la mise en œuvre de nombreux licenciements pour des motifs économiques dans les entreprises, l'ancien Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a énoncé, au nom du chef de l'Etat et du gouvernement, les mesures actuellement en cours 5 pour protéger les droits des employés. « Face à cela, le gouvernement s'est engagé à veiller, entre autres, à la préservation des emplois existants à travers le Plan de relance économique (PRE)», a-t-il indiqué.

Accentués par un contexte économique et social très peu favorable, les problèmes liés à l'em-



ploi préoccupent les autorités de notre pays au plus haut point. C'est pourquoi, a expliqué l'ancien chef du gouvernement, ont été mis en place le Conseil national du dia-

logue social, les conventions collectives, la révision des Codes du travail et de la sécurité sociale pour assainir le monde du travail et garantir la stabilité professionnelle.

Un document de politique national de l'emploi vient d'être aussi adopté et présente des orientations et stratégies en faveur de la lutte contre le chômage, la pauvreté, la précarité et l'exclusion. Il met également un point d'honneur sur l'employabilité des jeunes et la sécurisation de l'emploi par la formation.

« L'atteinte de ces objectifs requiert l'implication entière et permanente de tous les acteurs du monde du travail que vous êtes. Ainsi, pour que le travail et l'emploi soient des leviers d'élévation sociale et de dignité humaine, il faut l'existence ou le renforcement des règles de promotion des intérêts des employeurs et des travailleurs. C'est la raison pour laquelle le dialogue social doit être privilégié au sein des entreprises (...) Il importe aussi de penser aux élections professionnelles en vue d'une meilleure représentativité des partenaires sociaux dans les secteurs d'activité», a déclaré Emmanuel Issoze Ngondet.

Pour l'ex-Premier ministre, la cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation. « Elle favorise l'intégration des individus, l'attachement au groupe, la participation à la vie sociale, et naturellement un climat des affaires qui participe aux investisseurs. La promotion de l'emploi, quant à elle, concerne tous les secteurs publics et privés.»

Cela fait exactement 132 ans...

LA fête du travail a une longue histoire. C'est, en effet, à partir du 1er mai 1886 qu'est partie la décision historique de transformer cette date en journée d'actions. Ce jourlà, la première grève est lancée à Chicago, aux Etats-Unis d'Amérique (USA), pour revendiquer la journée des huit heures. La contestation, partie des usines MC Cormick, s'étend à de très nombreux autres sites de travail ,qui deviennent rapidement paralysées par la cessation de travail de près de 400 000 salariés.

La répression par la police et les milices privées fut particulièrement violente, car une bombe tua 8 policiers. Quatre travailleurs furent pendus, huit arrêtés le 11 novembre 1887, avant d'être innocentés, puis réhabilités publiquement en 1893.

En mémoire donc de ceux que l'on appellera désormais les "Martyrs de Chicago", le 1er Mai a été décrété comme jour de lutte durant lequel les syndicats du monde entier appellent à cesser le travail. C'est le symbole même de l'identité du monde ouvrier, qui traduit en actes le projet d'une société émancipée et libérée du travail forcé. Alternant les hauts et les bas au fil des années, cet acte symbolique sera, tout de même, à l'origine des lois sur le repos hebdomadaire en 1906 et des huit heures en 1919, avant de devenir en 1947 un jour chômé et rémunéré.





Nicole Assélé (d), présidente de "L'Appel des Mille et Une..." avec à ses côtés son adjointe Yolande Nyonda...

P.M.M

Libreville/Gabon

LES questions de "leaderhip féminin" étaient au centre des échanges, le 30 avril dernier, au Radisson blu de Libreville, lors d'une rencontre initiée par le féministe mouvement "L'Appel des Mille et Une...". Celle-ci se tenait au lendemain de la Journée nationale de la femme, célébrée en différé les 24 et 25 avril dernier sur toute l'étendue du territoire gabonais.

Les femmes, venues nom-

breuses à cette rencontre d'échanges et de sensibilisation ont, comme à l'accoutumée, été édifiées sur leurs droits les plus fondamentaux, leur place dans une société où les pesanteurs socioculturelles, les idéologies religieuses tendent à les réduire au sexe faible.

Selon la présidente de "l'Appel des Mille et Une...", Nicole Assélé, les femmes sont capables de diriger valablement dans n'importe quel secteur et à tous les niveaux, à condition de changer certaines mentalités

«Aujourd'hui, les femmes qu'on appelle, à tort, lea-



... a invité les femmes venues nombreuses à cette rencontre d'échanges à prendre leur destin en main.

ders, restent toujours des exécutantes dans l'inconscient collectif et, malheureusement, pour elles-mêmes également. Il est nécessaire que nous réalisons que la première charge nous revient. En effet, la liberté, l'indépendance, l'égalité sont des valeurs qui s'acquièrent mais ne se donnent pas. Pour ce faire, il va nous falloir changer de mentalité pour résoudre le problème d'égalité», a souligné Nicole Assélé.

Les femmes devraient faire entendre leurs voix, tant sur les plans économique, social que politique. Et, se frayer un chemin pour non seulement assurer leur avenir, mais aussi celui de leur progéniture, en devenant actrices à part entière. Fort de cela, Nicole Assélé a invité les femmes à "être le changement", en les encourageant à se présenter aux élections législatives à venir.

«Soyons le changement en défendant les causes qui nous paraissent légitimes et en dénonçant les injustices. Soyons le changement en nous présentant massivement aux élections législatives à venir, en ne laissant plus les hommes seuls décider pour la destinée de notre nation», a-t-elle poursuivi.

